

## Sauver l'Europe avant de sauver l'euro (octobre 2011)

À quoi sert l'Europe ?

Le projet européen a été conçu pour « en finir avec la guerre ». Comment? En rompant avec les politiques de puissance des Etats, répondent unanimes les Pères fondateurs de l'Europe.

Souvenons-nous : avant la Première guerre mondiale, les Etats les plus puissants du continent s'évertuent à mettre systématiquement en difficulté la souveraineté des autres. À la fin du premier conflit mondial, la même politique de puissance engendre les *Diktat* que sont les traités de Brest-Litovsk, de Versailles et de Sèvres. L'Union soviétique et l'Allemagne nazie, fruits de la colère contre ces injustices, imposent à leurs voisins une domination plus brutale encore. Au moment où la CECA est lancée, le spectre du joug stalinien plane sur l'Europe occidentale.

C'est pourquoi, dès le début de l'aventure européenne, la lutte contre la domination des Etats les uns sur les autres est inscrite dans le code génétique des institutions. Ce que les premiers Etats membres poursuivent, dans le partage des institutions et des politiques européennes, quatre objectifs : l'égalité entre eux, le respect de leur souveraineté, leur prospérité commune, leur sécurité.

Au-delà des péripéties de tel ou tel pays, la crise d'endettement des Etats européens vient aujourd'hui paralyser ces principes fondateurs de l'Union. Elle risque d'entraîner, dès à présent, un retour en arrière. Le danger à venir n'est pas, au tournant d'un éventuel éclatement de l'Euro, de donner la possibilité aux autres puissances du monde la possibilité de jouer plus facilement avec le destin des Européens. Le retour aux politiques de puissance est déjà là, au sein même de l'Union, au coeur de la gestion de la crise et au prétexte de sauver l'Euro !

L'égalité entre les Etats membres est brisée. Par un effort de solidarité aussi maladroit qu'intéressé, les Etats membres se sont transformés en créanciers les uns des autres, sans respecter la prudence des Traités qui l'interdisaient. Parler de créanciers et de débiteurs, c'est dire que l'égalité est plus que malmenée. Les uns craignent de perdre leur argent. Les autres de perdre leur âme. Au sentiment de spoliation des uns répond le sentiment d'humiliation des autres. Le populisme trouve là, de part et d'autre, un terreau des plus fertiles.

L'Union elle-même doit rester ferme pour maintenir sa neutralité, ne pas s'affubler de l'uniforme d'huissier qu'on la presse de revêtir au bénéfice des plus inquiets. Entre les Etats du continent, il n'est même plus question de "concert des nations" comme au XIXe siècle, ni même de « directoire ». L'heure est aux ultimatums. Les garants de l'intérêt commun et les représentants du peuple européen - la Commission, le Conseil et le Parlement - sont évincés. On leur reproche d'être trop lents après les avoir écartés et privés de leur capacité d'initiative. Deux ou trois dirigeants européens donnent l'impression d'improviser, presque seuls, les nouvelles règles du jeu.

La souveraineté est fragilisée dans son coeur : le budget des Etats. La démocratie parlementaire porte à faux. Voter dans les assemblées ne sert plus à grand chose si ce n'est à avaliser les décisions des créanciers. Il n'y a plus de vraies options. Il n'y a plus de vrai débat. Il n'y a plus de calendrier alternatif. Tout doit plier. Les représentants ne peuvent plus prétendre défendre les intérêts de ceux qui les ont élus. Ils sont sommés de se montrer "responsables" et priés de déconstruire partiellement l'Etat-providence, les régions, les collectivités territoriales, les politiques publiques qu'ils ont souvent contribué à bâtir. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les peuples finissent par demander, à tout le moins, d'avoir un oeil sur les représentants et les dépenses

publiques dans l'espoir de mieux les contrôler. Le sécessionnisme fiscal est de retour. Il se nourrit de la méfiance vis-à-vis des capitales. Va-t-il inaugurer, au pire moment, une nouvelle balkanisation des Etats européens les plus fragiles : la Belgique, l'Espagne, l'Italie ?

La modernisation des économies et la réduction des inégalités entre les territoires sont laissés de côté. Chacun semble oublier les principes qui ont inspiré jusqu'alors les efforts des Européens pour lutter ensemble contre la misère rurale, le sous-développement et l'accaparement des marchés. La crise de la dette donne lieu à une grande cure d'amnésie sur les finalités politiques de l'Union.

Aux Etats, on demandera aussi bientôt d'abandonner leur sécurité, de sacrifier une partie de leur défense avec une myopie géopolitique surprenante sur le fait que le jihadisme marque des points en Afghanistan et au Sahel, qu'une confrontation armée s'esquisse avec l'Iran et ses alliés, que la Russie renforce sa main mise sur l'Ukraine, la Biélorussie, le Caucase et une partie de l'Asie centrale. Jamais l'Europe n'a compté si peu de puissances de rang mondial. Jamais le roi de la fable n'a été aussi nu. Que feraient les Européens si, demain, la République de Chypre était attaquée ? Aurait-ils les moyens ou la volonté de réagir ? Que feraient les Européens si, demain, la Russie soumettait la Pologne ou les Baltes à un long chantage énergétique ?

L'Union européenne ne peut sacrifier son projet géopolitique à la défense de l'Union économique et monétaire, projet inachevé dans ses formes institutionnelles actuelles. Elle ne peut abandonner sa propre justification qui n'est pas économique, mais géopolitique. Le projet géopolitique de l'Union européenne c'est, encore une fois, l'égalité entre les Etats, le respect de leur souveraineté, la défense de leur intégrité, la réduction des inégalités entre les territoires et les peuples, la modernisation des sociétés du continent. Et la défense commune des intérêts communs dans un monde dangereux.

Si s'accrocher à l'Union économique et monétaire telle qu'elle est aujourd'hui et la préserver en l'état envers et contre tout, menace d'engloutir les principes même du projet européen, alors il est temps de réfléchir à deux fois.